



# Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics du Bas-Rhin

*Organisme Directeur Départemental*

---

Immeuble de la *Bourse* 1 Place de Lattre de Tassigny - 67000  
STRASBOURG

Port : 06-13-93-41-53      mail : [csd67.cgt@gmail.com](mailto:csd67.cgt@gmail.com)

---

Strasbourg, le 17 juillet 2024

**Objet** : Aux député-e-s Les Républicains, Modem, Horizon et Renaissance du département du Bas-Rhin

La Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics prend acte de votre élection dans les circonscriptions rurales et périurbaines du département. C'est un grand soulagement pour tous les agent-e-s de notre organisation que les représentant-e-s du Nouveau Front Populaire arrivent en tête dans les 3 circonscriptions urbaines du département et réalisent un grand score à Strasbourg. C'est un soulagement aussi, même s'il est plus modéré, de voir que seulement une seule des circonscriptions du Bas Rhin, celle de Wissembourg soit passée au RN et que le principe du Front Républicain pour faire barrage au RN ait fonctionné dans le département.

La victoire du Nouveau Front Populaire aux élections législatives anticipées est celle des forces de progrès social et de défense des libertés démocratiques. Il nous a coûté d'appeler à voter pour vous puisque ne nous ne partageons pas les mêmes idées et que le ressentiment contre la loi de la transformation publique parue le 6 aout 2019, la mise en place du régime indemnitaire de sujétion d'expertise et de l'engagement professionnelle, la loi travail, la loi immigration et la réforme des retraites restent particulièrement vifs dans nos rangs et chez les agent-e-s que vous avez obligé à travailler plus longtemps. Le chiffre des votes blancs et celui des résultats de vos élections qui restent somme toute assez serrés malgré les désistements à gauche et les appels à voter pour vous, doivent vous alerter sur l'avenir.

En 2022, avec 174 sièges obtenus pour soutenir sa politique, Macron affirmait qu'il s'agissait là de la première force politique à l'Assemblée nationale... cela ne l'a pas empêché de gouverner à coup de 49,3. En 2024, le Nouveau Front populaire obtient 182 sièges

La Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics a appelé à voter contre l'extrême droite et pour la mise en œuvre de nos revendications d'urgences sociales.

Contre vents et marées, contre les sondages, contre la propagande d'État, contre les médias du capital, la CGT, ses syndiqué-e-s, ont contribué à faire reculer l'extrême droite et ont contribué à la victoire du Nouveau Front populaire.

La démocratie exige le respect du scrutin !

La démocratie exige la constitution d'un gouvernement du Nouveau Front populaire pour mettre en œuvre immédiatement les engagements de son programme, à commencer par :

- L'abrogation de la réforme des retraites de Macron ;
- L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage ;
- L'augmentation du SMIC et l'augmentation immédiate du point d'indice de 10 % ;
- L'abrogation de la loi raciste « Asile-Immigration » ;
- Un cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt du génocide.

La Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics a appelé à voter pour le Nouveau Front populaire sans aucun « chèque en blanc ».

Elle réaffirme l'actualité de ses revendications :

1. La retraite à 60 ans à taux plein (55 ans pour les catégories actives et 50 ans pour les catégories insalubres) et la défense de la CNRACL, ce qui veut dire l'abrogation de la réforme des retraites ;
2. La mise en œuvre de la Sécurité sociale intégrale à 100 % ;
3. L'ouverture de négociations immédiates pour le passage du point d'indice à 6 euros et la refonte des grilles ;
4. L'égalité professionnelle ;
5. Des moyens pour les services publics territoriaux avec un réengagement financier de l'État à la hauteur des besoins ;
6. Le salaire de base à 2 200 euros brut par mois ;
7. La défense de la fonction publique, c'est-à-dire du statut des fonctionnaires, ce qui veut dire : abrogation de la loi dite de Transformation de la fonction publique, mise à la broyeuse du projet de loi Guérini ;
8. L'abrogation de la loi pour contrôler l'immigration ;
9. L'arrêt de la répression syndicale, le retrait de toutes les lois « sécuritaires », la levée de l'ensemble des inculpations de syndicalistes ;
10. La paix ! Ce qui passe par le cessez-le-feu en Ukraine et en Palestine, la suspension de tous les accords avec l'État israélien, l'arrêt du génocide à Gaza, l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine et à Israël.

Par deux fois, le candidat à l'élection présidentielle Emmanuel Macron a appelé les électeur-riche-s à faire barrage à la candidate du rassemblement national, Marine Le Pen lors du second tour en 2017 et en 2022. A deux reprises, il a « promis » de tenir compte des votes des électeur-riche-s de gauche, il a doublement trahi cette promesse et à effectué une politique exactement inverse qui aurait dû tenir compte de ces électeur-riche-s.

Pire, le président de la République Emmanuel Macron, ses gouvernements successifs, sa majorité parlementaire – dont certains d'entre vous font partie - ont contribué à l'institutionnalisation du parti raciste, xénophobe, anti-syndical et anti-démocratique qu'est le Rassemblement National ; ils ont contribué à banaliser ses thèmes politiques. Leur politique a

conduit à la régression sociale. Et surtout, leur politique n'a pas répondu à la préoccupation première de la population : l'effondrement du pouvoir d'achat.

Nous tenons aussi à vous rappeler que La Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics dans notre département s'est aussi investie dans la campagne contre le RN et cela dès les élections européennes avec un premier mai orienté sur les questions européennes et contre la montée de l'extrême droite dans l'UE.

Dès l'annonce de la dissolution, la CGT et l'intersyndicale CFDT, FSU, Solidaire, UNSA ont pris leurs responsabilités en organisant les manifestations du 15 juin et 23 juin pour attirer l'attention d'abord sur les dangers du vote RN puis en appelant clairement, à voter pour les candidat-e-s du Nouveau Front Populaire au vu de leur programme social. Au vu de la gravité de l'instant, la Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics a non seulement, contrairement à ses habitudes, donné des consignes de vote précises mais s'est aussi impliquée dans la campagne.

Au vu de cette implication et des retours que nous avons des agent-e-s et des syndiqué-e-s, nous tenons aussi à vous alerter sur l'état d'esprit des électeur-ice-s.

La victoire du dimanche 7 juillet 2024 est celle du mode de scrutin, du barrage et ne doit surtout pas masquer la réalité de la montée en puissance du RN et du populisme partout dans le monde et en Europe. Le populisme qui se développe est lié à la nature même du libéralisme appliqué partout depuis maintenant 40 ans qui laisse de côté les campagnes au profit des centres-villes, des métropoles. Cette disparition des services publics, le manque dramatique de fonctionnaires et d'agent-e-s publics frappent les territoires ruraux comme les quartiers de nos villes.

Mais c'est aussi la destruction du statut de la fonction publique, de l'emploi industriel, le chômage, la précarité qui constituent le terreau sur lequel se nourrit l'extrême-droite.

Nous avons joué notre rôle pour empêcher le passage du RN au pouvoir, à vous maintenant de ne pas faire comme si vous aviez été élu-e sur votre programme comme précédemment et à continuer comme si de rien n'était votre politique libérale de l'offre qui favorise les entreprises au détriment des agent-e-s et de leurs conditions de travail et de vie

Si vous n'entendez pas le message des urnes, elles se rappelleront à vous très rapidement et vous balaieront aux prochaines échéances électorales et aucun Front Républicain ni aucun barrage n'y pourra plus rien.

Au vu des préoccupations des agent-e-s de la fonction publique nous vous sollicitons pour une rencontre avec vous afin d'échanger sur le devenir du service public.

Dans l'attente de vous rencontrer, recevez, Mesdames et Messieurs les député-e-s nos sincères salutations respectueuses.

Giovanni CORATO  
Secrétaire général CGT de  
la CSD67

